

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

JCB Finance

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 11.490.021 EUR

Siège social : 18 rue Baudin - 92300 LEVALLOIS PERRET

398 051 045 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2025

Approuvés par l'Actionnaire unique en date du 30 avril 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions de l'actionnaire unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JCB Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l'organe collégial de direction.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 (A) « Changements de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.</p> <p>Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés sur ses activités (prêts, crédit-bail et location simple).</p> <p>Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions des engagements hors bilan et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables, tels qu'énoncés dans la note 2-D de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux ; ► statistiquement pour les plus petites créances présentant des caractéristiques similaires. <p>Au 31 décembre 2025, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 726,6 dont M€ 12,5 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s'élève à M€ 9,3 comme présenté dans les notes 2D, 2F, 3E, 3I et 3J de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé, en date d'arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► l'identification des indicateurs de dépréciation ; ► la classification des expositions en créances douteuses ; ► la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé. <p>Avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l'examen du modèle d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique.</p> <p>En complément, nous avons procédé à un examen du crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'actionnaire unique à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCB Finance par décisions de l'actionnaire unique du 23 juin 2023 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Deloitte & Associés était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'organe collégial de direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'organe collégial de direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport à l'organe collégial de direction

Nous remettons à l'organe collégial de direction un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'organe collégial de direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'organe collégial de direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'organe collégial de direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 22 avril 2026

DELOITTE & ASSOCIES
Julien Koscién

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde

BILANS COMPARES 2025-2024**(En milliers d'euros)**

ACTIF	2025	2024
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	38 779	24 456
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	360 800	329 064
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	23 522	27 104
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	329 046	259 628
LOCATION SIMPLE	28 719	22 252
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
AUTRES ACTIFS	19 957	18 172
COMPTES DE REGULARISATION	5 146	4 272
TOTAL DE L'ACTIF	805 969	684 948

(En milliers d'euros)

PASSIF	2025	2024
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	367 565	333 343
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	302 310	236 370
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	28 522	32 104
AUTRES PASSIFS	17 815	11 210
COMPTES DE REGULARISATION	43 757	38 981
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9 271	2 649
DETTES SUBORDONNEES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	36 728	30 290
<i>CAPITAL SOUSCRIT</i>	<i>11 490</i>	<i>11 490</i>
<i>PRIMES D'EMISSION</i>	<i>1 823</i>	<i>1 823</i>
<i>RESERVES</i>	<i>1 149</i>	<i>1 149</i>
<i>ECART DE REEVALUATION</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>PROVISIONS REGLEMENTEES</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>REPORT A NOUVEAU</i>	<i>15 828</i>	<i>7 893</i>
<i>RESULTAT DE L'EXERCICE</i>	<i>6 438</i>	<i>7 935</i>
ACOMPTE SUR DIVIDENDES	0	0
TOTAL DU PASSIF	805 969	684 948

COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2025-2024**(En milliers d'euros)**

COMPTES DE RESULTAT	2025	2024
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	16 821	18 125
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-20 274	-19 542
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	139 617	114 874
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-116 325	-103 402
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	11 105	10 749
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-9 458	-9 762
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	5 629	4 961
COMMISSIONS (CHARGES)	-716	-742
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	1	-2
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	922	4 505
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-7 548	-829
PRODUIT NET BANCAIRE	19 775	18 934
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-8 986	-7 633
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	10 789	11 301
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-485	-526
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 304	10 774
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	10 304	10 774
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-3 866	-2 840
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
RESULTAT NET	6 438	7 935

HORS BILAN COMPARES 2025-2024**(En milliers d'euros)**

	2025	2024
ENGAGEMENTS DONNES	8 890	934
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	8 788	832
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	102	102
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS	0	164 775
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	2 500
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	162 275
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX**JCB FINANCE****EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2025****FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

La création d'une succursale en Espagne en 2025.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de JCB finance ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

JCB Finance détient 3 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- une succursale en Italie,
- une succursale en Allemagne
- une succursale en Espagne

Leur activité est identique à celle de JCB Finance. Leurs comptes au 31 décembre 2025 intégrés dans les comptes de JCB Finance ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A) CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact [significatif] sur les comptes individuels de l'établissement.

B) CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêt des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères (devises out) sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres. Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

La société JCB Finance n'est pas concernée par ce type d'opérations.

C) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

D) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances similaires de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe D) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

E) TITRES

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

a - Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Depuis 2023, JCB Finance a mis en place avec BNP PARIBAS SA un dispositif d'emprunts de titres d'état. Les titres prêtés sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » pour leur valeur de marché en contrepartie d'une dette de même montant inscrite au passif du bilan au poste « Dettes représentées par un titre ».

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

b - Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

JCB Finance ne détient pas de titres de placement.

c - Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

JCB Finance ne détient pas de titres d'investissement.

d - Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

JCB Finance ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

e - Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion de s entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles JCB Finance dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

F) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

▪ Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

▪ Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part et
- la limite de dégressivité admise d'autre part.

▪ Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes I) et J) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

▪ Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2025.

G) IMMOBILISATIONS**a - Immobilisations incorporelles**

Conformément à la réglementation bancaire, les certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts sont inscrits en titres.

b - Immobilisations corporelles Constructions :

La société JCB Finance n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2025.

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- matériel : 5 ans,
- mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

H) PROVISIONS

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration. Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de JCB Finance à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Au 31/12/2025, la provision pour réserve financière négative est de 9 269 milliers d'euros dans le Poste « Provisions pour risques et charges » afin de couvrir les pertes futures inhérentes à la différence négative entre les amortissements comptables et les amortissements financiers.

I) IMPOTS DIFFERES

Depuis l'arrêté du 31 décembre 2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2025, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et le montant de la charge s'élève à -491 milliers d'euros (-72 milliers d'euros pour la France et -419 milliers d'euros pour les succursales).

J) PRODUIT NET BANCAIRE**a - Intérêts, produits et charges assimilées**

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b - Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements).

S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c - Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

K) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs » pour un montant de 47 milliers d'euros en 2025 contre 15 milliers d'euros en 2024 (néant pour les succursales).

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVICES

Les actifs et passifs libellés en devises 'out' figurant au bilan au 31 décembre 2025 sont présentés ci-après :

En milliers d'euros

Actifs	France	Succursales	TOTAL 2025	
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	
Créances sur la clientèle	0	0	0	
Affacturage	0	0	0	
Autres actifs	0	0	0	
Passif	France	Succursales	TOTAL 2025	
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	
Dettes envers la clientèle	0	0	0	
Autres passifs	0	0	0	
Comptes de régularisation	0	0	0	

B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP (ACTIF)

En milliers d'euros

	France	Succursales	2025	2024
Caisse	0	0	0	0
Banques centrales	0	0	0	0
Total Caisse, Banque centrale, CCP	0	0	0	0

C) EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

D) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	France	Succursales	2025	2024
Créances à vue	8 381	29 823	38 204	23 766
Créances rattachées	1	6	6	19
Total à vue	8 382	29 829	38 211	23 785
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	568	0	568	671
Créances rattachées	0	0	0	0
Total à terme	568	0	568	671
Créances douteuses	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2025	0	0	0	0
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	8 950	29 829	38 779	24 456

Echéancier au 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	568	568	0	0	0

E) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)

En milliers d'euros

	France				Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	0	57 724	0	40 915	259 695	358 335	323 091
Encours douteux (1)	0	824	0	202	2 953	3 980	7 119
Provisions au 31/12/2023 (1) (2)	0	-236	0	-132	-1 403	-1 771	-1 636
Dotations de l'exercice	0	-237	0	-6	-1 131	-1 375	-1 094
Reprises de l'exercice	0	110	0	100	1 017	1 227	959
Autres variations	0		0	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024 (1) (2)	0	-363	0	-39	-1 517	-1 919	-1 771
Encours nets	0	58 185	0	41 079	261 132	360 396	328 439
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	210	0	18	176	404	624
Encours totaux	0	58 395	0	41 097	261 307	360 800	329 064

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Douteux compromis France	586	-318	268
Douteux compromis Succursales	1 602	-1 142	461
Total douteux compromis	2 189	-1 459	729
Douteux non compromis France	440	-84	356
Douteux non compromis Succursales	1 351	-375	975
Total douteux non compromis	1 791	-459	1 332
TOTAL	3 980	-1 919	2 061

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 363 k€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	358 335	120 104	118 282	117 050	2 899

F) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

En milliers d'euros

	Portefeuille de transaction	Dont titres cotés
Titres prêtés - Valeur nominale (1) (2)	27 000	27 000
Réévaluation sur titres prêtés	-3 478	-3 478
Valeur totale au 31/12/2025	23 522	23 522
Valeur totale au 31/12/2024	0	0

(1) La société JCB FINANCE a prêté des titres de transaction en date du 19/12/2025 pour une valeur nominale de vingt-sept millions d'euros (27 000 000 €) à échéance au 18/06/2026.

(2) Il s'agit de prêt de titres qualifié réglementairement par le Prêteur en tant que HQLA, nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio.

En milliers d'euros

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Créances rattachées		
Créances rattachées sur titres prêtés France	0	0
Total Créances rattachées titres de transaction	0	0

G) ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

H) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

I) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

En milliers d'euros

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	
Immobilisations en Crédit-bail											
Immobilisations en Crédit-bail mobilier France	227 152	87 153	-45 828	0	268 478	-119 674	-51 198	41 800	0	-129 071	139 407
Immobilisations en Crédit-bail mobilier Succursales	265 715	97 914	-49 839	0	313 790	-116 421	-56 453	42 128	0	-130 745	183 045
Total des immobilisations en Crédit-bail	492 868	185 067	-95 667	0	582 268	-236 094	-107 650	83 929	0	-259 816	322 452
Immobilisations en cours Crédit-bail											
Immobilisations en cours Crédit-bail France	153	0	-118	0	35	0	0	0	0	0	35
Immobilisations en cours Crédit-bail Succursales	437	3 040	0	0	3 477	0	0	0	0	0	3 477
Total des Immobilisations en cours Crédit-bail	590	3 040	-118	0	3 512	0	0	0	0	0	3 512
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-bail	493 458	188 107	-95 785	0	585 780	-236 094	-107 650	83 929	0	-259 816	325 964

En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail France	4 706			0	4 809
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail Succursales	1 413			0	3 291
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)	6 118			0	8 099
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail France	-3 226	-1 145	1 052	0	-3 320
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail Succursales	-1 144	-2 301	614	0	-2 831
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)	-4 370	-3 447	1 666	0	-6 151
Créances rattachées Crédit-bail (3)					
Créances rattachées Crédit-bail France	372			0	429
Créances rattachées Crédit-bail Succursales	144			0	705
Total Créances rattachées Crédit-bail	516			0	1 133
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	2 265			0	3 082

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit-bail compromis France	4 546	-3 216	1 331
Crédit-bail compromis Succursales	3 076	-2 684	391
Total Crédit-bail compromis	7 622	-5 900	1 722
Crédit-bail non compromis France	262	-104	158
Crédit-bail non compromis Succursales	215	-147	68
Total Crédit-bail non compromis	477	-251	226
Total crédit-bail	8 099	-6 151	1 948

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 2 855 k€ pour la France.

J) LOCATION SIMPLE

En milliers d'euros

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	17 008	6 524	-4 187	0	19 345	-8 963	-3 773	3 580	0	-9 156	10 189
Immobilisations en Location Simple Succursales	22 487	12 893	-8 149	0	27 232	-8 718	-5 290	5 140	0	-8 869	18 363
Total des immobilisations en Location Simple	39 495	19 417	-12 335	0	46 577	-17 681	-9 063	8 720	0	-18 024	28 552
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	76	0	0	0	76	0	0	0	0	0	76
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des Immobilisations en cours Location Simple	76	0	0	0	76	0	0	0	0	0	76
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	39 571	19 417	-12 335	0	46 653	-17 681	-9 063	8 720	0	-18 024	28 628

En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	489			0	111
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	633			0	272
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	1 122			0	383
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-375	-26	318	0	-83
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-501	-25	275	0	-251
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-877	-51	593	0	-334
Créances rattachées Location Simple (3)					
Créances rattachées Location Simple France	41			0	37
Créances rattachées Location Simple Succursales	76			0	5
Total Créances rattachées Location Simple	116			0	42
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	362			0	91

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	109	-82	27
Location simple compromis Succursales	255	-241	14
Total location simple compromis	364	-323	40
Location simple non compromis France	3	-1	2
Location simple non compromis Succursales	17	-10	7
Total location simple non compromis	20	-11	9
Total location simple	383	-334	49

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 35 k€ pour la France.

K) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

L) ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

M) AUTRES ACTIFS

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Autres débiteurs divers	962	1 673	2 635	3 995
Impôt société	0	0	0	195
Impôt différé actif	346	3 114	3 461	1 742
Acompte fournisseurs	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	102	0	102	102
Etat autres Impôts et taxes	1 890	11 451	13 341	12 107
Comptes débiteurs divers douteux	80	419	499	124
Provisions au 31/12/2024	-76	-15	-92	-6
Dotations de l'exercice	-2	-303	-305	-115
Reprises de l'exercice	0	316	316	30
Autres variations	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2025	-78	-2	-80	-92
TOTAL	3 302	16 655	19 957	18 172

N) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Produits à recevoir	829	41	871	92
Valeurs à l'encaissement	119	2 259	2 378	2 290
Charges constatées d'avance	34	165	199	198
Autres	956	743	1 699	1 692
TOTAL	1 938	3 208	5 146	4 272

O) BANQUES CENTRALES, CCP (PASSIF)

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

P) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Comptes et emprunts à vue	0	154	154	1
Dettes rattachées	0	23	23	10
Total à vue	0	176	176	11
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	568	364 580	365 148	331 277
Dettes rattachées	0	2 241	2 241	2 056
Total à terme	568	366 821	367 389	333 333
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	568	366 997	367 565	333 343

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	365 148	86 286	104 661	169 900	4 300

Q) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (PASSIF)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial. Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Comptes à vue	668	2 295	2 963	2 154
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	668	2 295	2 963	2 154
Comptes à terme	238 550	60 400	298 950	233 900
Dettes rattachées	181	216	397	316
Total à terme	238 731	60 616	299 347	234 216
Total des opérations avec la clientèle	239 399	62 911	302 310	236 370

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	298 950	24 390	116 700	147 450	10 410

R) DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

En milliers d'euros

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Titres de créances négociables (1)	5 000	5 000
Titres empruntés - Valeur Nominale (2)	27 000	32 000
Revalorisation des titres empruntés	-3 478	-4 896
Total Titres de créances négociables	28 522	32 104

(1) La société JCB Finance a émis des titres de créances négociables (TCN) pour une valeur de cinq millions d'euros (5 000 000 €) en date du 10/11/2025 et à échéance du 25/03/2026.

(2) La société JCB Finance a emprunté des titres de transaction en date du 19/12/2025 pour une valeur nominale de vingt-sept millions d'euros (27 000 000 €) à échéance au 18/06/2026.

S) AUTRES PASSIFS

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Etat autres impôts et Organismes sociaux	0	189	189	7
Fournisseurs (Crédit-Bail et assimilés)	999	3 684	4 683	2 883
Clients et tiers acquéreurs	128	769	897	605
Fournisseurs divers	1 741	0	1 741	0
Impôt société	405	1 277	1 681	1 155
Impôt différé passif	36	7 919	7 954	5 918
Participation	0	0	0	0
Dépôts de garantie	0	0	0	0
Retenues de garantie sur affacturage	0	0	0	0
Frais de personnel	0	0	0	0
Autres	50	619	669	642
TOTAL	3 358	14 457	17 815	11 210

T) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Produits perçus d'avance (1)	17 761	17 593	35 353	28 130
Charges à payer	1 993	1 039	3 032	3 784
Autres	0	956	956	2 369
Comptes d'encaissement	614	3 802	4 416	4 698
Règlement en cours affacturage	0	0	0	0
TOTAL	20 367	23 390	43 757	38 981

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit-bail, de L.O.A. et de location simple pour un montant de 14 171 k€ au 31 décembre 2025 pour la France et 5 069 k€ pour les succursales.

U) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers d'euros

	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour retraites Succursales	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - frais de personnel France	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - ch. générales d'exploit France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges Succursales	0	0	0	0	0	0
Provisions pour engagements douteux France	0	0	0	0	0	0
Provisions sur situation nette négative GIE Les jeunes Bois France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges diverses France	36	0	-36	0	0	0
Provisions pour charges diverses Succursales (1)	2 614	6 657	0	0	0	9 271
TOTAL	2 649,4753	6 657	-36	0	0	9 271

(1) Il s'agit essentiellement de la provision pour réserve financière négative.

V) DETTES SUBORDONNEES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

W) FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

X) CAPITAUX PROPRES HORS FRBG**1) Capital**

Au 31 décembre 2025, le capital social de JCB Finance s'élève à 11 490 021 euros composé de 753 444 actions d'un montant nominal de 15,25 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de Crédit-Bail ou de location. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	11 490	0	0	0	0	11 490
Réserve légale	1 149	0	0	0	0	1 149
Autres réserves	0	0	0	0	0	0
Prime d'émission	1 823	0	0	0	0	1 823
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	7 893	7 935	0	0	0	15 828
Report à nouveau succursales	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	7 935	-7 935	0	6 438	0	6 438
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	30 290	0	0	6 438	0	36 728

4) Résultat dilué par action et résultat par action Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	172,95
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	8,54
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	0

4. NOTES SUR LE HORS BILAN**A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Engagements donnés	1 121	7 768	8 890	934
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 020	7 768	8 788	832
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	102	0	102	102
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements reçus	0	0	0	164 775
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0	0	2 500
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle (1)	0	0	0	162 275

(1) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Engagements ne figurant pas au hors bilan ".

Ceux-ci s'élèvent à 174 503 milliers d'euros au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 162 275 milliers d'euros au 31/12/2024.

B) ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS BILAN

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Engagements reçus	42 983	131 520	174 503	
Engagements de garantie reçus de la clientèle (1) (2)	42 983	131 520	174 503	

(1) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Engagements ne figurant pas au hors bilan ".

Ceux-ci s'élèvent à 174 503 milliers d'euros au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 162 275 milliers d'euros au 31/12/2024.

(2) Dont 129 819 k€ au titre des garanties d'assurance reçues sur les opérations de Wholesale.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT INFORMATIONS SECTORIELLES

En milliers d'euros

	France	Succursales			TOTAL 2025
		Allemagne	Italie	Espagne	
PRODUIT NET BANCAIRE	7 513	6 566	423	5 274	19 775
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-3 848	-2 658	-2 035	-445	-8 986

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

En milliers d'euros

	2025			2025			2024	
	France	Succursales	Produits	France	Succursales	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit	32	361	393	21	10 975	10 996	696	10 690
Opérations avec la clientèle	5 701	10 761	16 462	8 026	959	8 984	17 446	8 459
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres intérêts	0	0	0	294	0	294	0	393
Dotations aux provisions	-4	-46	-50	0	0	0	-46	0
Créances passées en perte sur l'exercice	0	-50	-50	0	0	0	-48	0
Reprises de provision	2	65	67	0	0	0	79	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5 730	11 091	16 821	8 340	11 934	20 274	18 125	19 542

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL**1) Produits sur opérations de Crédit-bail**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Loyers	56 340	73 373	129 714	105 260
Reprise de provisions de dépréciation	825	0	825	809
Plus-values de cession	2 705	711	3 416	3 968
Indemnités de résiliation	983	2 552	3 536	538
Produits divers	790	4 335	5 125	4 687
Dotations aux provisions	-1 145	-2 301	-3 447	-1 230
Créances passées en perte sur l'exercice	-798	-460	-1 258	-381
Reprises de provision	1 052	614	1 666	1 205
Récupérations sur créances amorties	41	0	41	17
TOTAL	60 793	78 824	139 617	114 874

2) Charges sur opérations de Crédit-bail

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux amortissements	50 628	56 453	107 081	93 387
Dotations aux provisions de dépréciation	569	0	569	921
Moins-values de cessions	1 254	5 742	6 995	7 436
Charges diverses	245	1 435	1 679	1 658
TOTAL	52 696	63 629	116 325	103 402

C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES**1) Produits sur opérations locations simples**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Loyers	3 676	5 228	8 904	9 181
Reprise de provisions de dépréciation	17	0	17	5
Plus-value de cessions	474	1 454	1 928	1 680
Indemnités de résiliation	11	-66	-54	-81
Produits divers	38	120	158	119
Dotations aux provisions	-26	-25	-51	-244
Créances passées en perte sur l'exercice	-341	-81	-422	-329
Reprises de provision	318	275	593	409
Récupérations sur créances amorties	29	3	32	8
TOTAL	4 196	6 909	11 105	10 749

2) Charges sur opérations de locations simples

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux amortissements	3 764	5 290	9 055	8 680
Dotations aux provisions de dépréciation	8	0	8	59
Moins-values de cessions	102	133	236	891
Charges diverses	11	148	159	132
TOTAL	3 886	5 571	9 458	9 762

D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

E) COMMISSIONS

En milliers d'euros

	TOTAL 2025		TOTAL 2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle France	0	1	0	3
Opérations avec la clientèle Succursales	236	792	176	631
Opérations Affacturage France	0	1 330	0	1 258
Opérations Affacturage Succursales	0	2 550	0	1 989
Prestations de services financiers France	38	567	38	600
Prestations de services financiers Succursales	442	390	529	481
TOTAL	716	5 629	742	4 961

F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

En milliers d'euros

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Sur opérations de change France	-1	2
Sur opérations de change Succursales	0	0
TOTAL	-1	2

G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

En milliers d'euros

	TOTAL 2025		TOTAL 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	441	0	590	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	103	0	81	0
Autres produits ou charges d'assurance France	260	356	108	312
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	62	0	0	0
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	0
Autres produits France	0	0	0	0
Autres produits Succursales	19	0	12	0
Dotations/Reprises provisions France	36	0	25	26
Dotations/Reprises provisions Succursales	0	6 657	3 689	0
Autres charges France	0	526	0	463
Autres charges Succursales	0	9	0	27
TOTAL	922	7 548	4 505	829

I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**1) Frais de personnel**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Salaires et traitements	0	0	0	0
Charges sociales	0	1	1	0
Charges de retraite	0	0	0	0
Participation	0	0	0	0
Intéressement	0	0	0	0
Autres charges connexes	0	0	0	0
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
TOTAL	0	1	1	0

Aucun effectif depuis 2017.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 8 985 k€ contre 7 633 k€ en 2024 (dont 5 137 k€ pour les succursales en 2025).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 48 K€ pour la France et à 56 K€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Deloitte et E&Y.

J) DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

K) COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux provisions	-242	-1 389	-1 630	-1 163
Créances passées en perte sur l'exercice	-25	-321	-346	-295
Reprises de provision	208	1 269	1 477	910
Récupérations sur créances amorties	3	12	15	21
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0
TOTAL	-56	-429	-485	-526

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capitale. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

L) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

M) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par JCB Finance, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2025, JCB FINANCE n'a constaté aucun résultat exceptionnel

N) IMPOT SUR LES BENEFICES

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Impôt société	-837	-2 538	-3 375	-2 287
Impôt différé	-72	-420	-491	-552
Dot/ Rep Provisions pour impôts	0	0	0	0
TOTAL	-909	-2 958	-3 866	-2 840

O) DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES

Au 31 décembre 2025, JCB FINANCE n'est pas concerné par ce type d'opérations.

6. AUTRES INFORMATIONS

A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES

En milliers d'euros

	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	TOTAL 2025
ACTIF			
Créances envers les établissements de crédit	8 950	29 251	38 201
Créances sur la clientèle	0	3 500	3 500
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Autres Actifs	0	0	0
Comptes de régularisation actif	283	0	283
PASSIF			
Dettes envers les établissements de crédit	568	366 997	367 565
Comptes créditeurs de la clientèle	238 731	60 616	299 347
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Autres passifs	1 704	0	1 704
Comptes de régularisation passif	1 402	434	1 836
HORS BILAN			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0	0

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS**En euros**

Résultat de l'exercice	6 438 059,66
Report à nouveau	15 828 262,16
Total à répartir	22 266 321,82

En euros

Réserve Légale	0,00
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	0,00
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	22 266 321,82
Total réparti	22 266 321,82

C) COMPTABILITE SOCIALE ET FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant que Société Financière, JCB Finance, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de Crédit-Bail et de location avec ou sans option d'achat.

Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et Moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux. Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation.

Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS 9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

1) Passage du résultat social au résultat financier**En milliers d'euros**

	TOTAL 2025
Résultat comptable avant impôt	10 304
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-10 929
Différence entre plus et Moins-value sociales et financières	3 192
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	351
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	730
Divers (1)	6 502
Résultat financier avant impôt au 31/12/2025	10 150
(1) Dont 6 656 k€ de reprise sur la réserve financière négative	

2) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de JCB Finance au 31 décembre 2025 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros

	TOTAL 2025
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-19 756
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	1 127
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	9 360
Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2025	-9 269
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	0
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	-9 269
Provision réserve financière négative	9 269
Réserve financière après provision au 31/12/2025	0
Provision IFRS 9	-2 874
Autres	254
Réserve financière brute au 31/12/2025	-2 621

3) Consolidation

JCB Finance est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) EVENEMENTS POST CLOTURE**Conflit au Moyen Orient**

Le 28 février 2026, un conflit armé a éclaté entre l'Iran et les Etats-Unis, alliés à Israël. JCB FINANCE n'est présent dans aucun des trois pays et n'est donc pas exposé directement par le conflit mais pourrait être impacté par les conséquences économiques de la crise dont les impacts ne sont pas à ce jour mesurables.

Affectation du résultat

L'actionnaire unique sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice soit 6.438.059,66 EUR, au report à nouveau qui passera de 15.828.262,16 EUR à 22.266.321,82 EUR comme suit :

Bénéfice de l'exercice	6.438.059,66 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	+ 15.828.262,16 EUR
Résultat distribuable	22.266.321,82 EUR
Distribution de dividendes (0 EUR X 753.444 actions)	- 0 EUR
Solde au report à nouveau	22.266.321,82 EUR

L'actionnaire unique prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2022	2023	2024
Dividende distribué (en euros)	8,40	0,00	0,00

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de JCB Finance, sis au 18 rue Baudin - 92300 LEVALLOIS PERRET.